

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT  
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPALSéance du 21 décembre 2020  
Régulièrement convoqué le 14 décembre 2020

Le 21 décembre 2020 à dix-huit heures trente,

Le Conseil Municipal s'est réuni au Palais des Congrès Charles Aznavour sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

**Présents (es) :** Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, Mme Ghislaine SAVIN, M. Karim OUMEDDOUR, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENOVAR, Mme Sylvie VERCHÈRE : Adjoints au Maire. Mme Danièle JALAT, M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Catherine MATSAERT, M. Vincent PERROUX, M. Julien DECORTE, M. Laurent CHAUVÉAU, Mme Pauline CABANE, Mme Chloé PALAYRET-CARILLION, M. Dorian PLUMEL, Mme Demet YEDILI, M. Jean-Frédéric FABERT, M. Christophe ROISSAC, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Karim BENSID-AHMED, Mme Cécile GILLET, M. Laurent MILAZZO, Mme Catherine AUTAJON, M. Laurent LANFRAY, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET (arrivée à la 1.00)

**Pouvoirs :** Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir Mme Pauline CABANE), M. Chérif HEROUM (pouvoir M. Jacques ROCCI), Mme Florence VINENT (pouvoir Mme Catherine MATSAERT), Mme Vanessa VIAU (pouvoir M. Cyril MANIN), M. Jérôme BEAUTHÉAC (pouvoir M. Karim OUMEDDOUR), M. Nicolas DELOLY (pouvoir M. Julien CORNILLET), Mme Françoise CAPMAL (pouvoir M. Laurent LANFRAY)

**Secrétaire de Séance :** Mme Demet YEDILI

## 5.00 - CONVENTION DE MISE À DISPOSITION GRATUITE DE BIENS IMMOBILIERS COMMUNAUX À L'ASSOCIATION « MONTÉLIMAR JEUNESSE ET CULTURE »

**Monsieur Nicolas DELOLY, Conseiller municipal, Rapporteur, expose à l'assemblée :**

L'association « Montélimar Jeunesse et Culture » met en œuvre sur la commune de Montélimar une mission permanente visant à favoriser l'accès de tous à l'éducation et à la culture. Elle participe en cela à la politique de la commune dans ces domaines et à la satisfaction d'un intérêt public local.

C'est pourquoi la ville de Montélimar et cette association ont développé, depuis de nombreuses années, un partenariat privilégié pour la mise en œuvre de programmes d'actions auprès du public Montilien, à travers des conventions d'objectifs et de moyens.

Dans ce cadre conventionnel, la ville de Montélimar met gracieusement à la disposition de l'association la parcelle sise 7, rue Léo Lagrange à Montélimar et cadastrée section BE 94 d'une superficie de de 3 038 m<sup>2</sup> ainsi qu'une partie de la parcelle sise à la même adresse et cadastrée section BE 153 d'une superficie de 2 320 m<sup>2</sup>, soit une superficie totale de 5 358 m<sup>2</sup>, ainsi que le bâtiment d'une surface plancher de 1 115 m<sup>2</sup> qui y est implanté.

La précédente convention de mise à disposition signée en 2014 arrivant à son terme, il est proposé au Conseil municipal de renouveler avec l'association « Montélimar Jeunesse et Culture » une convention de mise à disposition gratuite des parcelles et bâtiment susvisés, conformément aux dispositions de l'article L.2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, pour une durée qui ne pourra excéder six (6) ans.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-29 et L.2122-21 ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment son article L.2125-1 ;

Vu le projet de convention de mise à disposition gratuite des biens immobiliers communaux à l'association « Montélimar Jeunesse et Culture » ci-annexé ;

Après avoir entendu l'exposé précédent ;

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ DES VOTES DES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

### DÉCIDE :

- **D'APPROUVER** les termes de la convention de mise à disposition gratuite des biens immobiliers communaux à l'association « Montélimar Jeunesse et Culture »,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer cette convention ainsi que tous les documents afférents,
- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

**Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,**

Ont signé les membres présents,

Suivent les signatures.

### POUR EXPEDITION CONFORME

Fait en Mairie, le 22 décembre 2020

Pour le Maire, par délégation  
Le Conseiller municipal

Nicolas DELOLY

